



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

MÉMORANDUM DU PARTI ISHEMA

À l'attention des États et Gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Objet : Pour un changement de leadership à la tête de l'OIF afin de restaurer la cohérence entre principes, pratiques et crédibilité internationale

0. A PROPOS DU PARTI ISHEMA

Le Parti **ISHEMA**, ou *Ishema ry'u Rwanda*, est un mouvement politique rwandais fondé en 2013 par un collectif de militants et universitaires rwandais vivant initialement en exil. Il s'inscrit dans une démarche de promotion de la démocratie à travers des valeurs de vérité, de justice sociale, dans l'espace politique rwandais. Depuis sa création, le parti s'est consacré à l'élaboration de programmes visant à encourager la participation citoyenne, la transparence institutionnelle et la consolidation d'une gouvernance démocratique, tout en faisant face à un contexte politique restrictif dans lequel l'expression de l'opposition est sévèrement contrôlée.

Les membres du Parti ISHEMA connus sous le nom **d'Abataripfana**¹, incarnent la dimension collective et symbolique du parti, en tant qu'acteurs de la défense des droits civiques et de la liberté politique, et participent activement à la formulation des positions publiques et à la mobilisation de la société civile autour des valeurs démocratiques et républicaines. Cette identité commune sert à renforcer la cohésion interne du parti et à rappeler que la défense des principes démocratiques doit rester ferme face aux contraintes politiques et aux tentatives de restriction de l'espace

¹ **ABATARIPFANA**, (**UMUTARIPFANA** au singulier) signifie "personnes courageuses qui ne cesseront jamais de dire la vérité quoi qu'il arrive".



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

démocratique au Rwanda.

1. INTRODUCTION : UNE FRANCOPHONIE A LA CROISEE DES CHEMINS

L'Organisation internationale de la Francophonie s'est construite autour d'un socle de valeurs clairement affirmées : promotion de la démocratie, respect de l'État de droit, défense des droits humains, prévention des conflits et solidarité entre les peuples francophones. Ces engagements, rappelés dans les textes fondateurs et dans les orientations officielles de l'OIF relatives aux affaires politiques et à la gouvernance démocratique, constituent le cœur de sa légitimité politique et morale.

Or, force est de constater qu'un **décalage préoccupant** s'est progressivement installé entre ces principes proclamés et la pratique réelle de l'Organisation. Cette fracture menace aujourd'hui la crédibilité, l'autorité normative et même la raison d'être de l'OIF. À l'approche des prochaines élections à la tête du secrétariat général, il apparaît indispensable d'en tirer les conséquences politiques.

2. LE RWANDA : UN CAS EMBLEMATIQUE DE RUPTURE ENTRE PRINCIPES ET PRATIQUES

La situation politique au Rwanda constitue un exemple particulièrement révélateur de cette incohérence. Le pays est marqué par :

- L'arrestation et la persécution judiciaire d'opposants politiques, notamment Madame Victoire Ingabire, Présidente fondatrice du parti DALFA-UMURINZI que le régime refuse d'enregistrer ;

ISHEMA Party- Parti ISHEMA- Ishyaka ISHEMA



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

- La marginalisation et la répression de figures politiques critiques telles que Bernard Ntaganda, Président fondateur du parti PS-Imberakuri, privé de ses droits civiques et professionnels ;
- La disparition de personnes, l'arrestation de journalistes et de créateurs de contenus numériques ;
- La restriction sévère de la liberté d'expression et du pluralisme politique ;
- Le tripatouillage constitutionnel ayant permis l'allongement du règne du président Paul Kagame.

Malgré ces faits largement documentés par des organisations internationales, des médias et la société civile, l'OIF **n'a pas exprimé de condamnation publique claire et ferme**. Ce silence contraste violemment avec les engagements affichés par l'Organisation en matière de démocratie et de droits humains.

3. SILENCE SUR LA GUERRE EN RDC ET FAILLITE DE LA SOLIDARITE FRANCOPHONE

Cette incohérence atteint un niveau encore plus grave avec la guerre à l'est de la République démocratique du Congo. La RDC, État membre de l'OIF, est confrontée à une agression armée impliquant le Rwanda, également membre de l'Organisation, notamment à travers le soutien militaire et logistique au mouvement rebelle M23 qu'il a créé, entraîné et qu'il entretient jusqu'aujourd'hui.

L'absence de condamnation explicite de cette violation flagrante de la souveraineté d'un État membre et des principes fondamentaux du droit international constitue une **atteinte directe au principe de solidarité entre pays francophones**. En s'abstenant



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

de nommer clairement l'État agresseur, l'OIF donne l'impression de placer sur un pied d'égalité l'agressé et l'agresseur, contribuant ainsi à banaliser l'usage illégal de la force.

4. LE BELLICISME REGIONAL DU RWANDA ET LE RISQUE DE REGIONALISATION DU CONFLIT

La gravité de la situation s'est récemment accrue avec le **risque avéré de régionalisation du conflit** dans la région des Grands Lacs. Ce risque s'est accentué à la suite de la **prise de la ville stratégique d'Uvira par le M23, appuyé par l'armée rwandaise**, ouvrant un nouveau front au sud du Kivu.

Cette avancée militaire ne menace plus seulement la RDC. Elle **expose directement le Burundi**, État voisin et lui aussi membre de l'OIF, désormais confronté à un danger sécuritaire immédiat à ses frontières. Ainsi, le bellicisme du régime de Paul Kagame place aujourd'hui **plusieurs États membres de la Francophonie dans une situation de conflit ou de menace directe**, pendant que l'OIF persiste dans un silence institutionnel qui peut être qualifié de **silence complice**.

5. SOUPÇON DE BIAIS PRO-RWANDAIS ET CRISE D'IMPARTIALITE AU SOMMET DE L'OIF

Ce mutisme devient particulièrement problématique lorsqu'il est mis en perspective avec le profil de l'actuelle secrétaire générale de l'OIF. Ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda et largement identifiée comme l'un des principaux relais diplomatiques du régime de Paul Kagame, elle a incarné, durant de nombreuses années, la défense internationale de ce pouvoir.

Dans ce contexte, l'accumulation de silences de l'OIF — sur la répression politique au Rwanda, sur l'agression de la RDC, sur la menace qui pèse désormais sur le Burundi



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

— ne peut raisonnablement être interprétée comme une simple prudence diplomatique. Elle nourrit un **soupçon légitime de biais institutionnel pro-rwandais**, voire de **conflit d'intérêts politique et moral**, incompatible avec l'exigence d'impartialité qui devrait guider toute organisation multilatérale.

Cette situation donne le sentiment que l'OIF protège davantage un régime et un dirigeant que les peuples francophones, les États membres agressés et les principes qu'elle proclame défendre.

6. POURQUOI UN CHANGEMENT DE SECRETAIRE GENERAL EST DESORMAIS INDISPENSABLE

La question posée aux États membres n'est donc pas personnelle, mais profondément politique et institutionnelle. Reconduire l'actuelle secrétaire générale dans ces conditions reviendrait à :

- Entériner la rupture entre principes et pratiques ;
- Accepter la banalisation des violations du droit international entre États membres ;
- Affaiblir durablement la crédibilité morale et politique de l'OIF ;
- Envoyer un message de découragement aux sociétés civiles, aux journalistes et aux forces démocratiques de l'espace francophone.

À l'inverse, un changement de leadership offrirait l'opportunité de :

- Restaurer l'impartialité et l'autorité morale de l'OIF ;
- Réaffirmer que l'appartenance à la Francophonie implique des obligations démocratiques réelles ;



VERITE – INTREPIDITE – JUSTICE SOCIALE

Tél : +1 5819867256 +33 643601311 Email : ishema_party@yahoo.fr Website: www.ishema-party.org

- Redonner sens aux mécanismes de prévention, d'alerte et de condamnation ;
- Repositionner l'OIF comme un acteur crédible de paix, de démocratie et de droit international.

7. CONCLUSION : UN CHOIX HISTORIQUE POUR L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE

Les prochaines élections à la tête de l'OIF constituent un **moment décisif pour l'avenir de l'Organisation**. Il ne s'agit pas seulement de choisir une personne, mais de décider si la Francophonie restera une communauté de valeurs ou se réduira à un espace linguistique dépolitisé et complaisant.

Au regard des éléments exposés, il apparaît clairement que **la reconduction de l'actuelle secrétaire générale serait incompatible avec l'exigence de cohérence, d'impartialité et de crédibilité**.

Changer de leadership n'est plus une option : c'est une **nécessité politique et morale** pour préserver l'esprit, la légitimité et l'avenir de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Fait à Montréal, ce 21/02/2026

Madame Nadine Claire KASINGE

Présidente

